

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



LIBRARY

OCT 27 1983



PROVISOIRE
S/PV.2484
24 octobre 1983
FRANCAIS

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA DEUX MILLE QUATRE CENT
QUATRE-VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 24 octobre 1983, à 15 heures

<u>Président</u> :	M. SALAH	(Jordanie)
<u>Membres</u> :	Chine	M. LING Qing
	Etats-Unis d'Amérique	Mme KIRKPATRICK
	France	M. LOUET
	Guyana	M. SINCLAIR
	Malte	M. GAUCI
	Nicaragua	M. TINOCO FONSECA
	Pakistan	M. MAHMOOD
	Pays-Bas	M. MEESMAN
	Pologne	M. NOWAK
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir John THOMSON
	Togo	M. AKAKPO
	Union des Républiques socialistes soviétiques	M. OLEANDROV
	Zaïre	M. KIPOLONGO
	Zimbabwe	M. MASHINGAIDZE

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 16 h 5.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION EN NAMIBIE

LETTRE DATEE DU 17 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU SENEGAL AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/16048)

LETTRE DATEE DU 18 OCTOBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'INDE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (S/16051)

RAPPORT COMPLEMENTAIRE DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DES RESOLUTIONS 435 (1978) ET 439 (1978) CONCERNANT LA QUESTION DE NAMIBIE (S/15943)

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Conformément à la décision prise à la 2481ème séance, j'invite le représentant du Sénégal à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Sarré (Sénégal) prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Conformément à la décision prise à la 2481ème séance, j'invite le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et les autres membres de la délégation de ce conseil à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Bouguerra (Algérie), Vice-Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et les autres membres de la délégation prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Conformément à la décision prise à la 2481ème séance, j'invite M. Mueshihange à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Mueshihange /South West Africa People's Organization (SWAPO)/, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Conformément aux décisions prises lors de séances précédentes, j'invite les représentants de l'Algérie, de l'Angola, du Botswana, du Canada, de Cuba, de l'Ethiopie, de la République fédérale d'Allemagne, de la République démocratique allemande, de l'Inde, du Kenya, du Koweït, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la Sierra Leone, de l'Afrique du Sud, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la République-Unie de Tanzanie, du Venezuela, de la Yougoslavie et de la Zambie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Sahnoun (Algérie), M. de Figueiredo (Angola), M. Legwaila (Botswana), M. Pelletier (Canada), M. Roa Kouri (Cuba), M. Wolde (Ethiopie), M. van Well (République fédérale d'Allemagne), M. Ott (République démocratique allemande), M. Krishnan (Inde), M. Wabuze (Kenya), M. Abulhasan (Koweït), M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne), M. Muñoz Ledo (Mexique), M. dos Santos (Mozambique), M. Fafowora (Nigéria), M. Koroma (Sierra Leone), M. von Schirnding (Afrique du Sud), M. Fonseka (Sri Lanka), M. Slim (Tunisie), M. Rupia (République-Unie de Tanzanie), Mme Coronel de Rodriguez (Venezuela), M. Golob (Yougoslavie) et M. Lusaka (Zambie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen du point inscrit à son ordre du jour.

Le premier orateur est le représentant du Botswana. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. LEGWAILA (Botswana) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'octobre. Nous sommes certains que, sous votre direction éclairée, les débats du Conseil sur la question de Namibie ne seront pas infructueux. Nos félicitations et nos remerciements s'adressent également à votre prédécesseur pour l'habileté avec laquelle il s'est acquitté de ses fonctions de Président du Conseil le mois dernier.

M. Legwaila (Botswana)

Le Secrétaire général a fidèlement et avec célérité exécuté son mandat conformément à la résolution 532 (1983) du Conseil de sécurité. Il a, comme on le lui demandait, été en consultation avec toutes les parties directement intéressées et, comme le prouve son rapport contenu dans le document S/15943 du 29 août 1983, toutes les parties ont reconnu et confirmé que toutes les questions non encore résolues et relatives à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et à sa mise en oeuvre avaient été réglées. L'on nous a assurés que l'Afrique du Sud annoncera en temps opportun - en tout cas avant que le Conseil de sécurité ne se réunisse pour adopter la résolution adéquate - pour quel système électoral il a opté. On aurait même, paraît-il, mis en sourdine la question lancinante de l'impartialité des Nations Unies, ce qui aurait dû être fait depuis bien longtemps d'ailleurs.

M. Legvaila (Botswana)

En d'autres termes, après cinq longues et décevantes années depuis l'adoption de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, nous pouvons enfin nous enorgueillir d'être parvenus à mettre sur pied ce qui, il n'y a pas si longtemps, semblait être un rêve impossible, à savoir un plan pratique devant déboucher sur un changement pacifique en Namibie. Jamais n'avons-nous été si près de trouver une solution pacifique et durable au problème de la Namibie. Un plan à cet effet est en place et une occasion en or nous est offerte de le mettre en oeuvre sans délai.

Et pourtant, nous nous réunissons ici non pas pour procéder à l'application du plan, mais pour connaître les raisons de la nécessité de l'appliquer. Nous sommes réunis ici, comme nous l'étions il y a quatre mois, pour discuter d'une impasse artificielle créée par ceux qui, pour des raisons qu'ils sont seuls à connaître, cherchent à retarder la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies en la subordonnant à la solution de questions qui ont été jugées totalement étrangères au droit du peuple namibien à l'autodétermination.

Voyons les faits. Le rapport du Secrétaire général est porteur d'un message qu'on ne peut décrire que comme extrêmement inquiétant. Il ressort clairement de ce rapport, particulièrement de son paragraphe 25, que le "linkage" est pour l'Afrique du Sud une réalité permanente dont l'existence ne peut être méconnue ou ne peut l'être qu'au péril de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. L'Ambassadeur de l'Afrique du Sud a confirmé la position de son pays dans la déclaration qu'il a faite au Conseil. Il a déclaré, avec toute l'arrogance que lui donne la puissance dont son pays dispose, que

"Le Gouvernement sud-africain a adopté une position irrévocable sur la question [du linkage]". (S/PV.2481, p. 67)

Compte tenu de ce qui précède, la question se pose de savoir où nous allons puisque ni les Etats de première ligne ni la SWAPO ne sont disposés à se laisser entraîner dans des négociations sur une question qu'ils abhorrent et qu'ils considèrent comme dénuée de fondement. Ayant entendu la déclaration de l'Afrique du Sud, le Conseil a-t-il besoin d'autres raisons pour se convaincre que le Plan des Nations Unies pour la Namibie qu'il a adopté il y a cinq ans, et dans lequel il a placé tant d'espoirs, traverse une grave crise? Avons-nous besoin

M. Legwaila (Botswana)

d'être convaincus que par son insistance sur le "linkage" l'Afrique du Sud décrète virtuellement que la naissance de la Namibie à l'indépendance se fera par césarienne et non pas la mise en oeuvre pacifique de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité? Eh bien, ce qui est en jeu c'est précisément l'existence et/ou la survie du plan des Nations Unies pour la Namibie. La survie et la mise en oeuvre du plan sont incompatibles avec l'insistance mise sur ce "linkage".

Nous avons toujours rejeté énergiquement l'argument avancé pour lier l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité au retrait des forces cubaines de l'Angola. Aucun slogan et aucun fait fabriqué, qui relèvent de la guerre froide, concernant la situation en Afrique australe, telle que nous la voyons, ne pourront nous convaincre qu'il existe un lien organique entre le droit du peuple namibien à l'autodétermination et la présence de troupes étrangères dans un autre pays.

Nous avons également toujours rejeté, non sans mépris, la théorie ou l'opinion selon laquelle l'indépendance de la Namibie doit nécessairement dépendre de l'existence préalable en Afrique australe d'un climat politique et de sécurité propre tout spécialement à satisfaire l'Afrique du Sud et à susciter sa confiance, et qui laisserait en revanche le reste des pays de la région déstabilisée dans un état de soumission. Nous ne pouvons accepter l'insinuation selon laquelle c'est aux pays d'Afrique australe gouvernés par la majorité qu'il incombe de démontrer leurs intentions pacifiques à l'égard de l'Afrique du Sud. Nous rejetons la suggestion selon laquelle il appartient aux voisins de l'Afrique du Sud de faire de l'Afrique australe une région sûre pour l'Afrique du Sud si l'on veut que l'Afrique du Sud coopère à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. C'est à l'Afrique du Sud qu'incombe responsabilité de renoncer en premier à sa politique violente de racisme à l'intérieur de l'Afrique du Sud et de créer dans ce pays les conditions qui feront que le conflit ne trouvera pas le terrain fertile où croître et prospérer. C'est à l'Afrique du Sud de montrer honnêtement aux pays de l'Afrique australe qu'elle ne cherche rien d'autre qu'à établir des relations pacifiques avec eux.

M. Legwaila (Botswana)

Il ne faut pas oublier que nous parlons ici d'un pays dont les troupes se trouvent, bien que non invitées et non désirées, depuis 1981, dans la partie sud de l'Angola, d'un pays qui prétend que sa victime, la République populaire de l'Angola, doit, non contente d'être occupée, se laisser dépouiller et tolérer les caprices de la politique d'intimidation de Pretoria. C'est l'Angola qui a tous les droits de s'adresser au Conseil de sécurité pour lui demander justice, car c'est l'Angola qui au soir même de sa naissance en tant que pays libre et indépendant n'a cessé d'être le terrain de jeux des troupes sud-africaines.

Cependant, on nous dit que préalablement à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité il faut parvenir à un accord

"sur l'exigence fondamentale du retrait cubain". (Ibid.)

On ne souffle mot des exigences fondamentales du retrait des troupes sud-africaines du territoire angolais.

En tout état de cause, combien de temps allons-nous tolérer encore, comme nous l'avons fait au cours des cinq dernières années, la tendance de l'Afrique du Sud à négocier en recourant au chantage et à la politique du tout pour le tout? La condition préalable doit être rejetée à la fois parce que nous estimons que cette question fait partie d'un complot malhabile ourdi par l'Afrique du Sud et ses amis pour refaçonner à leur convenance les conditions politiques de la région et parce que, en premier lieu, accepter cette condition en tant que partie du Plan des Nations Unies -- ce qui n'est pas le cas -- reviendrait à lancer une invitation en blanc à l'Afrique du Sud pour qu'elle introduise encore d'autres "linkages" et ait les coudées franches pour imposer en toute impunité des conditions de paix au reste du sous-continent africain.

Dès le 25 avril 1978, lorsque le Ministre Vorster a déclaré que l'Afrique du Sud acceptait le plan, Pretoria a confirmé son penchant à la mauvaise foi. Comment expliquer autrement l'acceptation du plan en avril 1978 par l'Afrique du Sud et le massacre brutal de centaines de réfugiés namibiens innocents à Kassinga, le mois suivant, en mai, suivi en juin de la proclamation d'un cadre pour la tenue d'élections internes, de caractère provocateur et absurde, qui depuis lors a donné

M. Legwaila (Botswana)

lieu à toute une série d'arguments frivoles sur la composition du GANUPT, le contrôle des forces de la SWAPO en Angola et en Zambie, et de propos calomnieux sur l'intégrité de l'Organisation des Nations Unies et l'impartialité de son chef exécutif sur la question, sans parler de l'insistance pour que soient adoptés des principes constitutionnels allant à l'encontre du plan. Et maintenant on nous dit que pour pouvoir obtenir la coopération de l'Afrique du Sud nous devons accepter de lier l'avenir de la Namibie au sort des forces cubaines en Angola. Jusqu'où irons-nous?

Le Conseil de sécurité est invité à rejeter l'inclusion de la question du "linkage" comme condition préalable dans le Plan des Nations Unies pour la Namibie, car cette question est un défi lancé à l'autorité du Conseil. Le Secrétaire général a dit :

"En fait, nous n'avons jamais été aussi proches d'un accord sur les modalités d'application de la résolution 435 (1978)." (S/15943, par. 24)

Comment ne pas être d'accord? Le plan est mûr pour être exécuté. Il l'est depuis 1982.

M. Legwaila (Botswana)

Les tentatives faites pour lier l'avenir de la Namibie aux excuses, aux pirouettes, aux contorsions, aux inventions et aux déformations continues de l'Afrique du Sud doivent également, et nous avons lieu d'y compter, apparaître clairement à nos collègues du groupe de contact occidental au moment dégrisant, pour ne pas dire effrayant, de la vérité. Tout au long des cinq années d'existence du plan des Nations Unies - appelé initialement plan occidental - nous n'avons jamais cessé de rappeler aux nations occidentales qu'elles avaient à portée de la main une occasion en or de jouer un rôle important et constructif dans la décolonisation de la Namibie. Aujourd'hui, tout ce que nous pouvons dire c'est qu'elles doivent assister avec horreur à la disparition de cette belle occasion.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant du Botswana des aimables paroles qu'il a eues à mon égard.

L'orateur suivant est le représentant du Koweït, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ABULHASAN (Koweït) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, la délégation du Koweït est extrêmement heureuse et fière de vous voir présider le Conseil de sécurité au cours de ce mois, car, dans ces hautes fonctions, vous honorez votre pays, la Jordanie soeur, et le monde arabe tout entier. Nous sommes certains que grâce à votre sagesse et à votre compétence bien connues, vous saurez conduire le Conseil ce mois-ci vers le succès que nous espérons tous.

Je tiens également à adresser nos remerciements et exprimer notre reconnaissance à votre prédécesseur, l'ambassadeur Noel Sinclair, pour la sagesse avec laquelle il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

Il est évident que peu de temps s'est écoulé depuis que le Conseil de sécurité a examiné pour la dernière fois la question de Namibie et a adopté la résolution 532 (1983). Mais, en ce qui nous concerne, il ne s'agit pas d'une question de temps - qu'il soit long ou court - mais d'un problème qui, étant sans solution depuis trop longtemps, a commencé à avoir des conséquences négatives sur l'évolution des événements dans la région. Ce retard a également ouvert la voie à l'introduction de nouveaux éléments étrangers et non pertinents dans la question. Ces éléments découlent de l'escalade du conflit entre les

M. Abulhasan (Koweït)

deux superpuissances et de l'état des relations qui existent entre elles et qui ressemblent à celles qui existaient au cours de la guerre froide.

Mais nous estimons, avant tout, qu'il s'agit de la question de l'occupation illégale d'un territoire dont l'administration incombe aux Nations Unies. Cette occupation, par l'Afrique du Sud, constitue une violation des principes du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions de notre Organisation. Il s'agit d'un défi flagrant lancé à la volonté internationale.

La question de la Namibie est et reste également la question de l'insistance avec laquelle un régime raciste poursuit une politique de répression et de terrorisme à l'encontre de la population autochtone et à l'encontre des véritables propriétaires de la terre et du pouvoir. Il s'agit, en outre, d'une agression menée contre les Etats africains voisins et qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

C'est de ce point de vue et de ce point de vue uniquement que cette question doit être examinée, et ce n'est que dans ce contexte que les efforts doivent être faits. Il est juste de reconnaître que le Conseil et la grande majorité des Etats du monde sont d'accord sur le diagnostic. Cependant, il est décevant - il est même très préoccupant - de voir qu'en dépit de sa vision éclairée, le Conseil n'a pas été à même de prendre des mesures pratiques pour assurer l'application de ses résolutions. Cela est dû au fait que certains milieux, qui sont en mesure d'exercer une grande influence sur l'aptitude du Conseil à agir, insistent sur l'inclusion d'éléments étrangers dans ce problème et exigent que la discussion de ces éléments soit une condition préalable à une solution au problème namibien.

Le diagnostic du Secrétaire général sur la situation que nous connaissons est juste et a été énoncé clairement dans son rapport (S/15943), préparé conformément à la résolution 532 (1983) du Conseil de sécurité et à la suite de ses entretiens avec les parties intéressées. Le Secrétaire général déclare dans ce rapport qu'étant donné :

"la position de l'Afrique du Sud, qui considère la question du retrait des troupes cubaines d'Angola comme une condition préalable à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978), il n'est toujours pas possible de commencer à mettre en oeuvre le plan des Nations Unies." (S/15943, par. 25)

M. Abulhasan (Koweït)

Plus loin, dans son rapport, le Secrétaire général ajoute qu'il a clairement indiqué à plusieurs reprises qu'il n'acceptait pas ce prétendu "linkage". Le Koweït estime que le moment est venu de faire face à cette réalité et de se concentrer sur elle parce qu'il n'est pas juste d'imposer un nouvel élément étranger qui découle de la lutte qui s'intensifie entre les superpuissances au sujet de cette question. Nous estimons que le lien arbitraire et illégal préconisé par les Etats-Unis d'Amérique et dont se sert le Gouvernement d'Afrique du Sud comme prétexte pour perpétuer son occupation de la Namibie et la vider de ses richesses vise en fait à servir les intérêts stratégiques à long terme des Etats-Unis.

Les Etats-Unis d'Amérique doivent se rendre compte qu'en imposant ce nouvel élément et en l'incorporant à leur équation stratégique, ils vont à l'encontre de la responsabilité qu'ils ont prise avec les autres Etats occidentaux de résoudre le problème conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

Le prix de cette stratégie est très élevé. Il est payé par le peuple namibien qui est victime d'une politique raciste de répression et de mesures inhumaines de répression et qui est privé de ses droits de l'homme fondamentaux.

Tout cela se produit à cause de la rivalité entre les superpuissances dans les zones d'influence, comme si le destin des peuples, de l'avis de ces Etats, ne valait rien.

Ma délégation pense que lier l'indépendance de la Namibie au retrait d'Angola des forces cubaines va à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la résolution 435 (1978) des Nations Unies. A notre avis, ce "linkage" constitue une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, Etat qui, de sa propre volonté, a décidé librement de la façon de défendre son intégrité territoriale contre les attaques répétées de l'Afrique du Sud. C'est pourquoi, à ce stade critique de la question de Namibie, il est nécessaire de souligner fortement à nouveau la responsabilité totale des Nations Unies à l'égard de l'indépendance de la Namibie.

M. Abulhasan (Koweït)

Etant donné que le Conseil de sécurité a la responsabilité morale de l'application de ses résolutions et qu'il est le principal organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, il doit remplir ses engagements et adopter les mesures nécessaires dans le cadre du Chapitre VII de la Charte.

Nous pensons que le régime raciste de Pretoria n'octroiera pas l'indépendance et la justice au peuple namibien et ne respectera pas la légitimité internationale à moins que la volonté internationale, source des droits légitimes, ne l'y oblige. Seule l'imposition de sanctions rigoureuses à l'encontre de ce régime l'y obligera.

Le Koweït estime que, lors de ses réunions actuelles, le Conseil de sécurité doit aller de l'avant dans l'application de ses résolutions antérieures en établissant un calendrier raisonnable pour l'application de sa résolution 435 (1978), en faisant en sorte que les forces se joignent pour garantir le respect de cette résolution. Nous sommes encouragés en cela par le Secrétaire général des Nations Unies qui, dans son rapport, dit ce qui suit :

"Cependant, nul n'est plus conscient que moi du fait que nous ne pouvons véritablement parler de progrès tant qu'une date n'a pas été fixée pour le début de l'application de la résolution 435 (1978) et que le cessez-le-feu n'est pas entré en vigueur. Je suis certain que si nous ne parvenons pas rapidement à cette étape, il faudra nous attendre à des conséquences plus désastreuses encore." (S/15943, par. 23)

Le Koweït saisit cette occasion pour renouveler son plein appui à la South West Africa People's Organization (SWAPO) seul représentant légitime du peuple namibien, dans sa lutte juste et légitime pour obtenir l'indépendance. Le Koweït appuie les Etats de première ligne et leur position vis-à-vis de ce problème. Le Koweït condamne toutes les agressions menées par le régime raciste de Pretoria contre ces Etats.

Le Koweït en appelle au Conseil de sécurité pour qu'il relève les défis lancés à ses efforts visant à réaliser les objectifs de la communauté internationale et fasse respecter les principes qu'elle a établis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant du Koweït des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de Sri Lanka. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. FONSEKA (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous remercier et, par votre intermédiaire, de remercier les autres membres du Conseil de sécurité de m'offrir cette occasion de prendre la parole au Conseil à propos de la question de Namibie. Sri Lanka vous adresse ses sincères félicitations et vous offre ses meilleurs vœux, alors que vous assumez la présidence du Conseil, et il remercie l'ambassadeur Noel Sinclair du Guyana pour la façon dont il a dirigé les travaux du Conseil au mois de septembre.

Nous nous réunissons à la demande du Groupe des pays africains et du Groupe des pays non alignés. Il est bon de se rappeler que ce débat n'est pas le fruit du hasard. Ceux qui ont voulu ce débat ne l'ont pas fait pour le plaisir d'avoir un débat et leur intention n'était pas non plus de le voir se prolonger inutilement. Je serai donc bref.

La visite du Secrétaire général en Afrique australe à la suite de l'adoption de la résolution 532 (1983), du 31 mai 1983, a constitué un événement important et une occasion pour les Nations Unies de connaître, par l'entremise de son plus haut fonctionnaire, la situation véritable en ce qui concerne la question de Namibie. Nous sommes très reconnaissants au Secrétaire général de son excellent rapport du 29 août 1983, qui fait l'objet du document S/15943. Même le représentant du Gouvernement de l'Afrique du Sud a été obligé de reconnaître que ce rapport faisait bien état de la situation en ce qui concerne les progrès réalisés vers l'indépendance de la Namibie. Si le rapport, en dernière analyse, est plutôt pessimiste, il a aussi la vertu d'être réaliste et, en conséquence, il devrait nous permettre, au cours de ce débat, non seulement de faire un bilan exact de la situation, mais également d'identifier, sans illusion, ce qui précisément entrave la marche de la Namibie vers l'indépendance.

La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité a été une manifestation extraordinaire d'unité sur une question importante. Elle était fort prometteuse parce que tous les membres permanents du Conseil de sécurité avaient accepté le Plan d'indépendance qui y était tracé. La SWAPO, Mouvement de libération nationale de la Namibie, l'Organisation de l'unité africaine et les pays non alignés, en fait toute la communauté internationale, avaient cru sérieusement, tout au moins pour un temps, le Gouvernement sud-africain lorsqu'il avait déclaré qu'il la mettrait en oeuvre. Les nombreux faux départs, les fausses sorties et les attermoissements délibérés qu'a subis le Plan d'indépendance sont bien connus de tous et ont été aussi décrits au cours du débat actuel.

Le Secrétaire général nous indique que :

"Ces consultations prolongées et intensives ont permis de résoudre pratiquement toutes les questions en suspens en ce qui concerne le GANUPT."

(S/15943, par. 24)

Et il conclut en disant :

"... nous n'avons jamais été aussi proches d'un accord sur les modalités d'application de la résolution 435 (1978)." (Ibid.)

Ce qui est assez surprenant, c'est que le représentant de l'Afrique du Sud a dit la même chose jeudi dernier. Ce qui entrave alors l'indépendance de la Namibie est de toute évidence quelque chose qui est hors du contexte, si pas totalement étranger à la résolution 435 (1978) sur laquelle toute la communauté internationale, y compris l'Afrique du Sud, avait fait reposer l'indépendance de la Namibie.

L'Afrique du Sud parle de la sécurité et du retrait des troupes cubaines de l'Angola en tant que condition préalable à la mise en oeuvre authentique du Plan d'indépendance. La semaine dernière, le 20 octobre, le représentant de l'Afrique du Sud nous a dit :

"... la position du Gouvernement sud-africain sur la question du retrait cubain est reconnue et bénéficie d'un appui au sein de la communauté internationale." (S/PV.2481, p. 67)

M. Fonseka (Sri Lanka)

Nous avons peut-être le droit de demander à qui songe l'Afrique du Sud lorsqu'elle parle d'un appui à l'intérieur de la communauté internationale. Les troupes cubaines étaient présentes en Angola bien avant l'adoption de la résolution 435 (1978). La question de ces troupes ne figurait pas dans les négociations qui ont abouti à l'adoption de la résolution. Il est difficile de ne pas douter de la bonne foi du Gouvernement sud-africain lorsqu'à maintes et maintes reprises nous constatons que chaque fois que la question de la Namibie est sur le point d'être résolue, le Gouvernement sud-africain trouve invariablement une nouvelle excuse pour suspendre sa coopération.

L'Afrique du Sud a aussi mis en doute l'impartialité des Nations Unies et leur capacité à surveiller la marche de la Namibie vers l'indépendance. Maintenant, nous constatons que la plainte de l'Afrique du Sud est dirigée contre certains organes des Nations Unies qui seraient prévenus en faveur de la SWAPO. C'est l'Afrique du Sud qui a renié ses promesses. L'Organisation des Nations Unies ne peut faire mieux que d'établir les conditions en vertu desquelles pourra s'exercer un acte d'autodétermination en tant que préalable à l'indépendance. Le parti pris dont sont accusées les Nations Unies est une insulte pour tous leurs Membres de même que pour leur Secrétariat composé de fonctionnaires internationaux indépendants. Les Nations Unies ne peuvent absolument pas pencher en faveur de l'Afrique du Sud; pourtant c'est ce que semble vouloir l'Afrique du Sud.

Le message du Conseil à l'Afrique du Sud indiquant qu'il n'existe aucun lien entre la présence des troupes cubaines en Angola et la mise en application de la résolution 435 (1978) doit être clair et sans équivoque. Cette résolution est autonome et les dispositions qui y figurent sont suffisantes à l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple namibien, à la création de conditions appropriées pour ce faire, à la mise en place des moyens d'organisation d'élections et, finalement, à l'indépendance réelle du peuple namibien.

M. Fonseka (Sri Lanka)

J'ai tenu la promesse que ma déclaration serait brève; cela ne diminue pas pour autant l'engagement du Sri Lanka envers le peuple namibien sous la direction de la SWAPO. Je tiens à réitérer la solidarité du Sri Lanka avec la lutte du peuple namibien pour l'établissement d'une Namibie libre, unifiée et indépendante. Nous lançons un appel aux Etats qui ont une plus grande influence que nous pour qu'ils insistent auprès de l'Afrique du Sud et lui demandent d'entendre non seulement la voix de la communauté internationale mais aussi celle de la raison en permettant la mise en oeuvre pleine et entière de la résolution 435 (1978) sans retard et sans imposer de conditions préalables et des obstacles étrangers au problème.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant du Sri Lanka pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis en commençant notre première intervention du mois d'octobre de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence et de dire que mon gouvernement a toute confiance en votre jugement, en votre intégrité et votre objectivité, qualités dont vous avez déjà fait preuve et dont vous continuerez à faire preuve, nous en sommes sûrs, dans la direction des délibérations du Conseil de sécurité. Je voudrais aussi exprimer toute notre gratitude - déjà largement exprimée ici - au représentant du Guyana pour la façon diligente et excellente dont il a dirigé les affaires du Conseil le mois dernier.

Les événements tragiques survenus hier à Beyrouth témoignent du point dangereux que peuvent atteindre les problèmes internationaux si on les laisse s'enflammer sans les résoudre.

Malheureusement, les peuples d'Afrique australe connaissent ses scènes déplorables et, en fait, tragiques. Nous avons la responsabilité particulière, en tant que membres de cet éminent Conseil, de faire face aux problèmes de notre monde de façon réaliste, appropriée et responsable. Cela n'est pas facile car de nombreux éléments se mettent en travers du chemin de quiconque s'attelle sérieusement à la tâche de pacificateur.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Les membres du Conseil et les dirigeants des Etats de première ligne ainsi que le Groupe de contact ont certainement déployé de grands efforts dans la recherche des moyens d'amener la Namibie à l'indépendance de manière pacifique. Nous nous sommes rapprochés de notre objectif mais nous ne l'avons pas encore atteint. Entre-temps, notre découragement augmente et l'appel à des solutions de violence devient de plus en plus fort. En des moments comme celui-ci, je crois qu'il faut attacher une importance particulière aux talents de diplomate de nos dirigeants. Nous avons la responsabilité d'aider les peuples du monde à mieux voir où nous en sommes, à mieux voir le chemin que nous avons parcouru, afin qu'ils renouvellent leur engagement à l'objectif de règlement rapide et pacifique de cette question importante et il ne faut pas par désespoir rejeter les accords qui ont été réalisés jusqu'à présent avec tant de difficultés.

C'est pour ces raisons que les Etats-Unis se félicitent tout particulièrement de cette occasion qu'a le Conseil de sécurité, une fois encore, d'assumer ses responsabilités à l'égard de la Namibie et de passer en revue les événements qui sont survenus dans les négociations qui ont été menées conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité depuis sa dernière discussion à ce sujet au mois de mai. A ce moment-là, le Conseil a pu entendre directement de la part des principales parties aux négociations quels avaient été les progrès réalisés et voir franchement ce qu'il fallait encore faire pour mettre en oeuvre le Plan de règlement des Nations Unies. Sur cette base, le Conseil a pu agir de façon unanime en adoptant la résolution 532 (1983) qui demande au Secrétaire général de faire usage de ses bons offices pour se lancer dans des négociations avec les parties afin de trouver les moyens d'assurer l'indépendance de la Namibie. Mon gouvernement s'est félicité des efforts sincères, constructifs et habiles déployés par le Secrétaire général en vertu du mandat confié par la résolution 532 (1983). Une fois encore, je voudrais exprimer la profonde reconnaissance des Etats-Unis pour le dévouement et l'objectivité dont ont fait preuve le Secrétaire général et son personnel et qui ont caractérisé leur participation à la recherche d'une solution du problème de la Namibie. Dans une très large mesure, ils se sont acquis la confiance de toutes les parties à ce conflit.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Les réalisations du Secrétaire général sont remarquables. Mon gouvernement se félicite de son intérêt et de sa participation continue à nos efforts dans le but d'atteindre l'objectif commun. Dans son rapport du 29 août 1983 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général décrit en détails les discussions qu'il a eues en Afrique du Sud, en Namibie et en Angola; il souligne à la fois les grandes réalisations de son voyage et les obstacles qui restent sur la voie d'un règlement. Les Etats-Unis attachent la plus haute importance au résultat des discussions du Secrétaire général avec le Gouvernement sud-africain. Au cours de ces négociations, des progrès très réels ont été faits sur des questions qui, jusqu'alors, étaient restées sans solution tout au long des années, en particulier toutes les questions ayant trait au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) qui ont une répercussion directe sur la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité; ces questions ont maintenant été réglées, semble-t-il. Le Gouvernement sud-africain a également réaffirmé son engagement d'indiquer rapidement et avant la mise en oeuvre de la résolution son choix d'un système électoral. Nous considérons que cela est un progrès important. Le Gouvernement sud-africain a également dit sans ambiguïté qu'il n'avait aucune réserve quant à l'impartialité des Nations Unies dans ce processus de règlement. Ce sont de grandes réalisations, qui ont largement contribué à la création d'un climat propice à un règlement pacifique du conflit namibien.

De même, mon gouvernement a été heureux de lire dans le rapport du Secrétaire général que le président de la SWAPO, M. Nujoma, a indiqué au cours de sa rencontre avec le Secrétaire général à Luanda que son organisation était prête à signer un cessez-le-feu et à aller de l'avant sur la base des accords réalisés.

Bien que l'initiative du Secrétaire général en Afrique australe ait fait progresser les négociations, son rapport au Conseil de sécurité dit clairement aussi qu'une question empêche encore la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité : la position de l'Afrique du Sud quant au retrait des forces cubaines de l'Angola. On comprend la déception des Etats africains, et en particulier des Etats de première ligne qui travaillent si durement et depuis si longtemps à un règlement. Il est décevant qu'une question étrangère à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité retarde notre objectif commun.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Les Etats-Unis et leurs partenaires du Groupe de contact partagent cette déception. Cependant, mon gouvernement reste fermement convaincu que cet obstacle peut et doit être surmonté, et que cela est possible avec de la persévérance et de la bonne volonté. Les Etats-Unis restent fermement attachés à l'objectif de l'indépendance namibienne, conformément à la résolution 435 (1978). Il ne peut en être autrement du fait de notre attachement à la liberté, qui se manifeste dans notre politique intérieure et dans notre politique extérieure depuis notre propre lutte pour l'indépendance il y a plus de deux siècles. Notre préoccupation constante dans ces négociations a été que cet objectif soit abordé avec réalisme et dans un esprit pratique. Nous devons reconnaître que la mise en oeuvre pratique de la résolution 435 (1978) ne sera possible que si les préoccupations fondamentales de toutes les parties sont prises en considération. A cette fin, nous avons consacré notre énergie à la recherche d'une solution fondée sur la réciprocité, avec un respect total mutuel pour la souveraineté de toutes les parties, l'indépendance de la Namibie étant le seul résultat acceptable. Nous restons engagés dans cet effort tant qu'il semblera possible de parvenir à un règlement pacifique.

La question des actes de violence aux frontières en Afrique australe nous préoccupe tous. Nous oeuvrons tous pour une solution pacifique des différends dans la région et nous continuerons de demander aux parties de faire preuve de retenue sur le plan militaire. Nous ne pensons pas qu'il y ait de solution militaire aux conflits qui affligent les Etats de cette région. Notre politique est fondée sur la conviction que les solutions négociées sont à la fois possibles et essentielles. Comme nous l'avons dit dans le passé, la violence ne peut être encouragée, qu'il s'agisse d'une bombe placée dans un jardin public à Pretoria par des organisations basées à l'extérieur ou qu'il s'agisse de violations continues de l'intégrité territoriale de l'Angola par les forces sud-africaines.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

De nombreux orateurs au cours de ce débat ont exprimé leur préoccupation à l'égard du temps qu'il a fallu pour mener les négociations au point où elles en sont. La vérité est que les questions complexes directement liées au Plan des Nations Unies ont exigé les négociations les plus délicates. Avec les résultats du voyage du Secrétaire général, il y a aujourd'hui un accord pratiquement complet sur la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978). Il est également clair qu'il ne peut y avoir de solution définitive au problème namibien sans la coopération des parties les plus directement concernées.

Au cours du débat du mois de mai, la position de mon gouvernement sur ces négociations a été précisée clairement au Conseil. Il y a eu des progrès depuis. Comme l'indique clairement le rapport du Secrétaire général, notre position fondamentale est restée inchangée et je la réaffirme aujourd'hui.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Les Etats-Unis ne cherchent ni ne désirent un quelconque avantage spécial ou une position particulière pour eux-mêmes dans les négociations. Nous n'avons pas l'intention - nous n'en avons d'ailleurs pas le pouvoir - d'imposer notre point de vue ou nos désirs aux parties dont les intérêts et aspirations sont le plus directement en jeu. Nous respectons pleinement le fait que les décisions politiques nécessaires à la mise en application du plan des Nations Unies sont des décisions souveraines qui ne peuvent être prises que par les gouvernements les plus immédiatement et directement concernés. Nous reconnaissons en outre que ceux qui doivent prendre ces décisions voudront s'assurer que leurs propres intérêts et leur propre sécurité seront respectés et protégés. Notre seul objectif a été d'aider les parties à surmonter les difficultés qui ont, jusqu'à présent, fait obstacle à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) et à l'accession de la Namibie à l'indépendance, droit qui lui revient depuis si longtemps.

Bien que l'indépendance de la Namibie ne soit pas encore à portée de main, elle est cependant à portée de vue; de ce fait, notre impatience s'est intensifiée mais notre engagement s'est également renforcé. Les Etats-Unis sont convaincus que, de tous côtés, l'on cherche vraiment à aboutir à un règlement; cette position se base largement sur le fait que l'on reconnaît le danger imminent d'un cycle infernal de violence destructrice. L'avenir du peuple namibien, vis-à-vis duquel les Nations Unies et ce Conseil ont une responsabilité unique, dépend de nos efforts conjoints pour maintenir fermement sur les rails le processus de négociation. Les Etats-Unis sont toujours prêts à travailler en étroite liaison avec les autres membres du Conseil et avec les autres parties pour hâter la venue du jour où une Namibie indépendante pourra prendre sa place parmi nous en tant qu'Etat souverain. Jusqu'à ce que ce jour arrive, chacun d'entre nous doit se demander comment il peut le mieux contribuer à la réalisation de cet objectif.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie la représentante des Etats-Unis d'Amérique des paroles aimables qu'elle m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Zambie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. LUSAKA (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, lorsque j'ai pris la parole au Conseil jeudi dernier, je vous avais présenté les félicitations du Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. J'ai maintenant le plaisir de vous présenter les félicitations de la délégation zambienne. Nous sommes heureux de vous voir présider les débats du Conseil car vous représentez un pays, la Jordanie, qui est un partisan loyal de la cause du peuple namibien.

Je voudrais également, au nom de la délégation zambienne, rendre hommage à votre prédécesseur, S. Exc. M. Noel Sinclair, du Guyana, qui a remarquablement présidé les travaux du Conseil au cours du mois dernier.

Ma délégation est reconnaissante au Conseil de sécurité de lui permettre de participer à cette réunion importante sur la Namibie. Nous le faisons à la suite des déclarations importantes qu'ont faites des Africains éminents ainsi que d'autres porte-parole des pays non alignés. Ceux qui ont pris la parole avant moi, y compris le Ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie et le Secrétaire aux affaires étrangères de la South West Africa People's Organization (SWAPO), seul représentant légitime du peuple namibien, ont fort bien présenté le problème qui nous occupe et indiqué ce que la communauté internationale, en général, et le peuple namibien, en particulier, demandent à l'occasion de ce débat. Je n'ai pas l'intention de répéter en détail les arguments qu'ils ont déjà présentés.

Le point de départ de ce débat est le rapport du Secrétaire général contenu dans le document S/15943, daté du 29 août 1983, que celui-ci a présenté au Conseil de sécurité conformément au paragraphe 5 du dispositif de la résolution 532 (1983) du Conseil de sécurité. Cette résolution du Conseil représentait encore une nouvelle tentative pour accélérer l'indépendance de la Namibie grâce à la mise en oeuvre du plan des Nations Unies en vertu de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

M. Lusaka (Zambie)

Les préoccupations de la communauté internationale face au retard dont fait l'objet la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) ont été énergiquement soulignées aux réunions du Conseil de sécurité qui ont eu lieu en mai dernier, et qui ont abouti à l'adoption de la résolution 532 (1983). Pour répondre à ces préoccupations internationales, le Conseil, aux termes de sa résolution 532 (1983), a investi le Secrétaire général d'un mandat.

Nous relevons dans le rapport que le Secrétaire général a établi à la suite de sa visite en Afrique du Sud, en Namibie et en Angola que toutes les questions en suspens mentionnées dans la résolution 435 (1978) ont été pratiquement résolues. Cette déclaration du Secrétaire général a été confirmée par le représentant de l'Afrique du Sud lors de la déclaration qu'il a faite au Conseil le 20 octobre 1983. Au sixième paragraphe de sa déclaration, le représentant de l'Afrique du Sud a clairement dit que son gouvernement avait accepté d'avoir des entretiens avec le Secrétaire général pour chercher à régler

"les problèmes encore en suspens dans le contexte de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, à savoir le choix du système électoral et certains problèmes concernant la composition du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT)." (S/PV.2481, p. 66)

Se référant au rapport du Secrétaire général, le représentant de l'Afrique du Sud a confirmé que

"ces deux problèmes sont maintenant réglés en ce qui concerne l'Afrique du Sud." (Ibid., p. 67)

Il a ajouté que certaines questions en suspens concernant l'accord sur le statut du GANUPT avaient également été résolues.

Il est significatif que le représentant de l'Afrique du Sud ait précisé dans sa déclaration que les problèmes encore en suspens - et je reprends ici ses propres paroles -

"dans le contexte de la résolution 435 (1978)" (Ibid., p. 66) étaient le choix du système électoral et certains problèmes concernant la composition du GANUPT. La confirmation par l'Afrique du Sud que ces problèmes étaient maintenant réglés a été tout aussi significative et opportune.

M. Lusaka (Zambie)

Le représentant de l'Afrique du Sud a également dit que son gouvernement restait fermement attaché à la recherche d'un règlement pacifique de la question de Namibie sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité

"dans le cadre des arrangements convenus avec les Etats-Unis et le Groupe de contact occidental." (Ibid.)

Il a ajouté que c'était conformément à cet engagement que son gouvernement avait accepté d'avoir des entretiens avec le Secrétaire général.

M. Lusaka (Zambie)

Nous ne savons pas de quels "accords" veut parler le représentant de l'Afrique du Sud. Qu'importe, s'ils n'entrent pas dans le cadre de la résolution 435 (1978), ils ne sauraient en aucun cas engager l'Organisation des Nations Unies. Nous nous félicitons, toutefois, que la visite du Secrétaire général en Afrique du Sud ait permis de régler les problèmes inhérents à la résolution 435 (1978) et à la mise à exécution du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. N'est-ce pas là après tout ce qui importe? Nous devons nous attacher à traiter des questions sur lesquelles porte la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité qui doit conduire à l'indépendance tant attendue du peuple namibien.

Etant donné les progrès consignés dans le rapport du Secrétaire général et confirmés dans la déclaration que le représentant de l'Afrique du Sud a faite devant le Conseil à propos des questions qui resteraient à régler avant l'application de la résolution 435 (1978), il semblerait que l'on doive maintenant se préparer au lancement du Plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Toutefois, avant sa mise à exécution, il nous paraît logique de demander à l'Afrique du Sud d'indiquer sans plus de délai quel système électoral elle entend utiliser en Namibie. La position de la SWAPO à l'égard de la question du système électoral est bien connue. Celle-ci a fait montre de souplesse afin d'accélérer l'application du Plan des Nations Unies.

Par contre, la position sud-africaine à propos de cette question est restée un secret. Etant donné qu'il est indispensable qu'on ait décidé d'un système électoral avant que le Conseil de sécurité adopte une résolution permettant la mise en place, en Namibie, du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), le choix secret de l'Afrique du Sud doit maintenant être révélé. Il n'est que juste que tous les Namibiens, et les Nations Unies bien sûr, soient informés du système électoral retenu. L'Afrique du Sud ne doit plus laisser la communauté internationale dans l'expectative quant à ses intentions à cet égard. Il faut que le secret soit dévoilé sans plus de retard.

M. Lusaka (Zambie)

Cela m'amène à parler de la fâcheuse question du lien entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines de l'Angola sur lequel insiste l'Afrique du Sud. Alors que l'Afrique du Sud déclare que les problèmes "dans le contexte" de la résolution 435 (1978) ont été résolus, elle insiste cependant sur le fait

"qu'il ne sera pas possible de mettre en oeuvre quelque plan de règlement que ce soit à moins qu'un accord précis intervienne sur le retrait cubain."
(Ibid., p. 67)

Puis elle précise qu'elle "a adopté une position irrévocable sur ce point" et que cette position à l'égard de la question du retrait cubain "est reconnue et bénéficie d'un appui au sein de la communauté internationale". (Ibid.)

Sur ce point, l'Afrique du Sud se contredit, ce qui montre bien, une fois de plus, la mentalité du régime sud-africain. Comme mon ministre des affaires étrangères, M. Goma, l'a souligné dans la déclaration qu'il a faite au cours du débat général de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, ce lien sur lequel on insiste est incontestablement illogique, irrationnel, hors de propos et cherche à détourner de la réalité.

Il n'est donc pas surprenant que la Zambie juge totalement inacceptable la position de l'Afrique du Sud. De plus, prétendre que la position sud-africaine jouit d'un certain appui au sein de la communauté internationale est ridicule. Il est notoire que l'écrasante majorité des pays et des peuples du monde ont rejeté avec le mépris qu'elle mérite la question du "linkage". Un seul pays adopte publiquement la même position que le régime raciste d'Afrique du Sud à l'égard de cette question. Il semblerait que le régime sud-africain se fasse une fausse idée de la notion de "communauté internationale", à laquelle, de toute évidence, il donne une définition qui la limite au cadre de ses relations avec le Gouvernement des Etats-Unis.

Cette insistance à créer un lien entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines de l'Angola fait en réalité douter de la sincérité de l'Afrique du Sud quand elle affirme son engagement vis-à-vis de

M. Lusaka (Zambie)

l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le lien mis en avant par l'Afrique du Sud pourrait bien être une manière de renoncement perfide à son prétendu attachement à mettre en oeuvre la résolution 435 (1978).

La Zambie considère que l'insistance sur la "non-question" du "linkage" ou du parallélisme n'est rien moins qu'une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Angola. Il est assurément ironique que ce lien, qui n'était pas envisagé dans la résolution 435 (1978), soit maintenant introduit afin d'empêcher que l'on fasse le moindre progrès vers l'indépendance de la Namibie. On le sait, la question du "linkage" n'est pas une idée originale de l'Afrique du Sud mais plutôt celle d'un membre du Groupe de contact occidental qui a lancé l'idée du plan pour l'indépendance de la Namibie conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et qui a imaginé la question du lien qui a eu pour effet d'empêcher la mise à exécution de ce plan et, partant, de retarder l'indépendance de la Namibie. Ainsi, grâce à une collusion active avec l'Afrique du Sud vis-à-vis de la question du "linkage", un membre du Groupe de contact s'est efforcé de faire obstacle à la mise en oeuvre du plan des Nations Unies dont il avait pourtant pris l'initiative avec d'autres.

La position des Etats-Unis sur la question du "linkage" est pour le moins fâcheuse. Il est infiniment regrettable qu'une superpuissance fasse intervenir ses propres préoccupations stratégiques et idéologiques dans une affaire de décolonisation uniquement. L'indépendance de la Namibie ne saurait être assujettie aux intérêts géopolitiques d'une superpuissance. La question de Namibie ne doit être traitée que dans le contexte de la décolonisation. Il ne faut en aucun cas qu'elle soit mêlée à d'autres questions étrangères au problème et qui ne concernent nullement le peuple namibien.

La Zambie invite instamment le Conseil de sécurité à rejeter catégoriquement la "non-question" du "linkage" puisqu'elle est incompatible avec la résolution 435 (1978). Nous espérons que, pour leur propre crédibilité et au nom de la justice et du franc-jeu, les membres du Groupe de contact sur la Namibie auront le courage de leurs opinions, qu'ils reverront leur position sur cette question et qu'ils se rangeront à l'avis du Conseil de sécurité en la matière.

M. Lusaka (Zambie)

Dans sa déclaration du 20 octobre 1983, le représentant de l'Afrique du Sud a eu l'audace, pour ne pas dire l'arrogance et l'impudence, de préciser qu'il serait

"futile que le Conseil de sécurité cherche à fixer des délais ou un calendrier pour l'application du plan tant que le problème de la présence cubaine en Angola n'est pas réglé. Et il doit être bien entendu que l'Afrique du Sud n'acceptera aucun délai de cet ordre."

(Ibid., p. 71)

Je ne vois pas ce qu'il peut y avoir de futile à fixer des délais ou un calendrier pour l'application du plan quand on sait que l'Afrique du Sud a admis que les questions qui restaient en suspens ont maintenant été résolues. N'est-ce pas, en toute logique, ce que doit faire le Conseil? L'Afrique du Sud s'attendrait-elle à ce que le Conseil de sécurité accepte la question du "linkage" et reste les bras croisés en attendant que le problème soit résolu, lequel ne relève pas de sa compétence? Ma délégation y verrait une carence du Conseil de sécurité puisqu'il ne se montrerait pas à la hauteur de ses responsabilités. La communauté internationale ne doit en aucune circonstance supporter les manoeuvres de l'Afrique du Sud visant à faire porter la responsabilité de la non-mise en application du Plan des Nations Unies sur la République populaire d'Angola. Cette responsabilité incombe totalement au régime de Pretoria et à ses partisans. Il faut que cela reste bien entendu.

En guise de conclusion, je tiens à réaffirmer que la Zambie condamne le régime raciste d'Afrique du Sud pour avoir, le 17 octobre 1983, commis un acte d'agression ignoble contre la République populaire du Mozambique. Les actes d'agression répétés de l'Afrique du Sud contre les Etats de première ligne et les autres Etats africains indépendants de la région en vue de les déstabiliser sont autant de preuves de la menace que le système d'apartheid représente pour la paix et la sécurité internationales. L'attitude et les visées agressives du régime de Pretoria ne pourront jamais être justifiées par ses protestations souvent répétées qu'il veut empêcher que ne se répande le communisme en Afrique australe.

M. Lusaka (Zambie)

Les crimes du régime d'apartheid contre le peuple opprimé et les Etats africains indépendants et souverains de la région ne font que renforcer la volonté de nos peuples de supprimer une fois pour toutes le fléau de l'apartheid et le régime de la minorité raciste. La rhétorique alarmiste que l'Afrique du Sud oppose à l'extension de la menace communiste ne saurait tromper personne. Les problèmes de notre région ne découlent pas du communisme. L'absence de paix et de sécurité en Afrique australe est la conséquence directe de la politique et des pratiques de l'apartheid du régime sud-africain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de la Zambie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la République démocratique allemande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. OTT (République démocratique allemande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, pour commencer la délégation de la République démocratique allemande voudrait vous présenter ses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Vos grandes qualités diplomatiques contribueront sans aucun doute à l'exécution des tâches lourdes de responsabilités qui attendent le Conseil.

Nos remerciements s'adressent également à votre prédécesseur, le Président du Conseil de sécurité pour le mois de septembre, l'ambassadeur du Guyana.

Une fois de plus, le Conseil de sécurité se trouve aux prises avec la question de Namibie. Il nous faut reconnaître qu'aucun progrès n'a été fait jusqu'à présent dans la recherche d'une solution à cette question. Ma délégation a suivi de très près le débat important auquel cette question a donné lieu. La déclaration du représentant de la South West Africa People's Organization (SWAPO), M. Peter Hueshihange, a clairement démontré les conséquences désastreuses qu'entraîne, pour le peuple namibien, le fait qu'il se voit refuser l'octroi de l'indépendance et le droit à l'autodétermination. En même temps, les dangers qui en découlent pour la stabilité de la situation en Afrique australe ainsi que pour la paix et la sécurité internationales ont été soulignés au Conseil de façon frappante.

M. Ott (RDA)

Les raisons sous-jacentes de cette situation extrêmement dangereuse sont bien connues. Ce sont la politique d'agression et de terreur menée par le régime d'apartheid en Afrique du Sud, laquelle va de pair avec la complicité de plus en plus ouverte de certains pays impérialistes - principalement des Etats-Unis - avec le régime d'apartheid. On s'efforce, par des manoeuvres rusées et concertées, de refuser au peuple namibien, qui lutte courageusement sous la direction de la SWAPO, ses droits légitimes. Ces manoeuvres ont été dénoncées à maintes reprises. Elles consistent principalement en tactiques dilatoires qui s'accompagnent, à dessein, d'un optimisme trompeur.

Déjà, dans sa résolution 385 (1976), le Conseil de sécurité avait proposé un programme pour le règlement de la question de Namibie. L'adoption, deux ans plus tard, de la résolution 435 (1978) fut très favorablement accueillie par les Etats occidentaux comme étant un "succès" du groupe de contact qui s'était désigné lui-même. Cependant, au moment où des mesures concrètes devaient être prises en vue de la mise en oeuvre de la résolution, un membre du groupe a soulevé des obstacles artificiels, en complicité avec l'Afrique du Sud. Des difficultés insurmontables se sont présentées soudainement quant au système électoral et à la composition du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), et la compétence des Nations Unies a été remise en question. La solution de la question de Namibie s'est trouvée liée à des questions qui n'ont rien à avoir avec les problèmes évoqués dans la résolution 435 (1978). Ce lien injustifié a été rejeté à une quasi-unanimité au cours du débat général de la trente-huitième session de l'Assemblée générale.

De nombreuses tentatives ont été faites par les partenaires les plus proches de Pretoria pour empêcher par avance la mise en oeuvre de mesures décisives que pourraient prendre les Nations Unies contre le régime de terreur de l'Afrique du Sud et même pour dénier à l'Organisation sa responsabilité de trouver une solution à la question de Namibie et pour la mettre devant le fait accompli. Cela va tout à fait de pair avec les efforts que fait l'Afrique du Sud pour imposer les prétendus règlements internes. Il y a cinq ans, c'était la tenue de prétendues élections. Celles-ci ont été déclarées nulles et non avenues par la résolution 439 (1978) du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, alors que l'Alliance de la Turnhalle touche lamentablement à sa fin, l'Administrateur général a l'intention de mettre

M. Ott (RDA)

en place un conseil d'Etat dont la seule fonction serait de maintenir les conditions prévalant actuellement afin de permettre à l'Afrique du Sud de perpétuer en Namibie son exploitation et son hégémonie.

La République démocratique allemande condamne fermement ces tentatives, qui visent à saper le plan élaboré par les Nations Unies pour résoudre la question de Namibie.

Toutes les manoeuvres entreprises par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux pour retarder l'octroi de l'indépendance à la Namibie sont guidées par les immenses intérêts qu'ils ont en Afrique australe. Ce qui les intéresse, c'est le maintien et, si possible, le renforcement du régime d'apartheid en tant que bastion de la politique impérialiste dans cette région, ainsi que l'exploitation continue des ressources humaines et naturelles de la Namibie. C'est là un affront manifeste à l'opinion publique mondiale. En outre, cela porte tort à la réputation du Conseil de sécurité, étant donné que les Etats, individuellement, agissent de façon arbitraire contre les résolutions adoptées par les Nations Unies.

Une telle approche ainsi que les tentatives indignes visant à blanchir les crimes de l'apartheid ne font qu'encourager Pretoria à continuer et même à renforcer sa politique agressive contre des Etats voisins. Malheureusement, ce ne sont pas les preuves qui manquent : l'occupation continue de la Namibie et de parties importantes du territoire de l'Angola; le nombre croissant des actes d'agression contre ce pays ainsi que contre le Mozambique et le Lesotho; et le sabotage économique toujours croissant des autres Etats de première ligne.

M. Ott (RDA)

Le peuple et le Gouvernement de la République démocratique allemande condamnent la dernière attaque barbare de Pretoria contre Maputo, capitale de la République populaire du Mozambique.

La collusion diplomatique des Etats impérialistes avec l'Afrique du Sud s'accompagne d'une complicité ouverte sur les plans politique, économique et militaire. Je rappellerai la transaction de 50 millions de dollars conclue il y a quelques semaines seulement entre les sociétés américaines et Pretoria avec l'approbation expresse du Gouvernement américain. Cette transaction permet aux racistes d'Afrique du Sud de renforcer leurs plans visant à se procurer des armes nucléaires. C'est avec une vive préoccupation que nous notons aussi, comme cela ressort des documents fournis par la SWAPO, que sous couvert d'une prétendue aide au développement fournie à la Namibie par l'Europe occidentale, les fantoches désignés par Pretoria recevront une aide financière directe.

Compte tenu de ce qui précède, la question se pose de savoir comment le droit à l'indépendance peut être exercé en Namibie. Nous sommes d'avis que le Conseil de sécurité, dans ses résolutions pertinentes, en particulier dans ses résolutions 385 (1976) et 435 (1978), a établi clairement un programme dans ce sens. Il est impératif que les Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, s'acquittent pleinement de leurs responsabilités dans la recherche d'une solution à la question de Namibie et dans la mise en oeuvre de la lettre et de l'esprit des résolutions adoptées.

En outre, la cessation immédiate de toute collaboration avec Pretoria, le renforcement et le strict respect de l'embargo sur les armes ainsi que l'imposition de sanctions efficaces en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies constitueraient des mesures décisives sur la voie de l'application du plan des Nations Unies pour la Namibie. Il est de surcroît important de fournir une aide massive à la SWAPO, seul représentant légitime du peuple namibien, dans sa lutte courageuse.

De plus, dans les documents adoptés au septième sommet de la Conférence des pays non alignés et à la Conférence de Paris sur la question de Namibie, il a été déclaré que ce n'est pas l'action d'un petit nombre de pays impérialistes mais l'action conjointe des Membres de l'Organisation qui permettra de trouver une solution au problème namibien.

M. Ott (RDA)

Dans le document final de la réunion du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats membres du Traité de Varsovie, tenue récemment à Sofia, il est dit que les Etats participants réaffirment leur solidarité avec les peuples en lutte pour la liberté, l'indépendance et leur droit de choisir librement, en paix et sans ingérence extérieure, leur mode de développement.

C'est là un aspect fondamental de la politique étrangère socialiste. Mon pays continuera comme par le passé d'être aux côtés du peuple namibien et de fournir une assistance politique et matérielle à son mouvement de libération, la SWAPO. La RDA continuera de plus à appuyer toutes les activités des Nations Unies dont le but est de garantir l'indépendance à la Namibie et le droit de son peuple à l'autodétermination.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande des aimables paroles qu'ils a eues à mon égard.

L'orateur suivant est le représentant de la Tunisie, qui va prendre la parole en tant que Président du Groupe arabe pour le mois d'octobre. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. SLIM (Tunisie) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier et remercier les membres du Conseil pour m'avoir permis de prendre la parole en ma qualité de représentant de la Tunisie et de Président du Groupe arabe pour le mois d'octobre. Le fait que les délibérations du Conseil de sécurité sur la question de Namibie, c'est-à-dire sur la réalisation des aspirations légitimes d'un peuple à l'indépendance et à la liberté, se déroulent sous votre présidence nous rassure et nous réconforte. Vous êtes l'un des nôtres, un membre du Mouvement des non-alignés et un représentant d'un pays arabe frère qui, lui aussi, se trouve sur une ligne de front, face à une situation coloniale, et qui appuie une lutte pour le droit et la justice. Nul mieux que vous n'est habilité à comprendre le combat du peuple namibien et à amener le le Conseil de sécurité à mettre définitivement un terme aux visées de l'occupant, aux menées de l'opresseur et à l'arrogance de l'agresseur. Vos qualités personnelles de diplomate chevronné, rompu aux affaires internationales, ainsi que la la réputation dont vous jouissez au sein de ce Conseil nous rassurent sur l'issue des des présentes délibérations.

M. Slim (Tunisie)

Permettez-moi aussi, Monsieur le Président, d'exprimer à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Noël Sinclair, du Guyana, nos remerciements les plus vifs pour la manière exemplaire dont il s'est acquitté de sa mission durant la période particulièrement chargée du mois de septembre.

Evoquant la question de Namibie, le 28 septembre dernier, devant l'Assemblée générale, le Ministre des affaires étrangères de la République tunisienne a dit :

"Sur ce même continent africain persiste encore ce problème anachronique qui risque, à terme, de devenir l'échec le plus retentissant de notre Organisation, des principes qu'elle préconise, tels que celui de la légalité internationale. Il s'agit de la Namibie qui plie encore sous le joug de l'occupation illégale et du colonialisme le plus abject.

Après les multiples concessions consenties par le peuple namibien et son unique représentant, la SWAPO, après les preuves d'impartialité, de pondération qu'a fournies l'Organisation des Nations Unies, aucun prétexte ni faux-fuyant et certainement pas celui qui fait de la lutte sacrée du peuple namibien une affaire Est-Ouest, aucun prétexte n'est plus acceptable. Nous attendons de ceux qui ont une responsabilité particulière dans l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et qui jusqu'ici n'ont pu tenir les promesses qu'ils nous ont faites, des explications ainsi que des indications sur leurs intentions." (S/PV.10, pp. 88-90)

M. Slim (Tunisie)

C'est dans cet esprit que nous nous présentons aujourd'hui devant le Conseil. Notre propos ne sera pas de plaider une cause; la cause du peuple namibien est déjà entendue. Sa lutte sacrée pour la dignité et la liberté relève déjà de l'épopée. Tout au plus, demanderons-nous à son seul et unique représentant, la SWAPO, de lui faire parvenir une nouvelle fois l'expression de notre admiration et de notre solidarité.

Dans son remarquable rapport publié sous la cote S/15963, le Secrétaire général, dont l'objectivité, la lucidité et le courage méritent nos éloges, nous en donne quelques-unes. Il nous dit entre autres :

"... étant donné la position de l'Afrique du Sud, qui considère la question du retrait des troupes cubaines d'Angola comme une condition préalable à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978), il n'est toujours pas possible de commencer à mettre en oeuvre le plan des Nations Unies." (S/15943, par. 25)

Le Secrétaire général ajoute par la suite dans le même rapport qu'il "n'acceptait pas cette idée de lier les deux questions". (Ibid.)

Voilà qui est clair et qui ne souffre aucune équivoque. Nous nous trouvons donc en face d'une nouvelle entrave délibérée aux efforts entrepris en vue de mettre en oeuvre la résolution 435 (1978).

Quelle est la réaction enregistrée jusqu'ici à ce nouveau défi que l'on appelle "linkage"?

L'Afrique, à l'occasion du dix-neuvième sommet de l'OUA de juin dernier, l'a condamné. Les pays non alignés, à l'occasion de leur sommet de mars dernier, l'ont dénoncé. L'Assemblée générale, à l'occasion de sa trente-septième session, l'a rejeté.

L'un des membres du groupe de contact et membre permanent du Conseil de sécurité, la France, l'a explicitement récusé. Nous attendons de la part des autres membres du groupe de contact qu'ils lèvent l'équivoque entretenue sur cet élément étranger au plan de règlement dont il sont eux-mêmes les initiateurs. Nous attendons de ceux qui, au sein du groupe de contact, font de la liberté des peuples une profession de foi qu'ils fassent coïncider les paroles avec les actes et les principes avec les réalités. La liberté est indivisible et ne saurait être sélective.

M. Slim (Tunisie)

Les délibérations actuelles du Conseil de sécurité offrent l'occasion de clarifier définitivement les responsabilités de chacun.

Nous nous devons, pour notre part, de réaffirmer ici notre rejet total de ce marchandage qui consiste à vouloir établir un lien quelconque entre la légitime accession de la Namibie à l'indépendance et la mise en oeuvre du droit non moins légitime des Etats indépendants de choisir souverainement leurs alliés.

Il est à cet égard significatif que cette notion artificielle de "lien" soit apparue après que d'autres prétextes aussi artificiels les uns que les autres eurent été utilisés le temps nécessaire pour retarder autant que faire se peut le règlement du problème namibien.

Cela relève de la technique dilatoire maintenant bien rodée aussi bien en Afrique australe qu'au Moyen-Orient et qui, sous le prétexte de je ne sais quel enjeu stratégique, permet à l'occupant et à l'agresseur de se prévaloir d'une impunité de plus en plus totale et de détourner ou de neutraliser toute réaction critique qui pourrait se faire jour en Occident!

Se passant les recettes les plus éprouvées qui leur assurent complaisance, sinon bénédiction, de leurs alliés, les régimes de Tel-Aviv et de Pretoria oppriment chaque jour davantage les peuples de Palestine et de Namibie sous prétexte de lutter contre ce qu'ils appellent "les terroristes de l'OLP et de la SWAPO". Ils rivalisent dans leurs agressions contre les peuples d'Afrique australe et du Moyen-Orient pour frapper tantôt l'Angola et le Mozambique, tantôt le Liban ou l'Iraq. Sous prétexte de sécurité, les voilà qui occupent des parties des territoires d'Etats souverains membres des Nations Unies, tels l'Angola, la Syrie ou le Liban, ou se livrent à l'intérieur des pays indépendants à des manoeuvres de déstabilisation en attisant les antagonismes et en armant les factions. Les deux régimes ont recours au même combat, à la même stratégie, au même stratagème, au même langage sous le prétexte fallacieux que leur sécurité est menacée. Curieuse notion de sécurité, invoquée par ceux-là mêmes qui se targuent, dans leurs régions respectives, de suprématie militaire et qui reçoivent de leurs alliés armement massif et sophistiqué allant jusqu'à l'assistance en matière de fabrication et d'expérimentation de l'arme nucléaire!

M. Slim (Tunisie)

Curieuse notion de sécurité que l'on n'a guère entendu invoquer pour les autres pays pourtant pacifiques des deux régions!

Le remarquable rapport du Secrétaire général, que nous examinons aujourd'hui, appelle entre autres notre attention sur la situation critique dans laquelle se débat le peuple namibien sur le plan économique et humain. Et l'on en vient alors à se demander si cela n'est pas une autre raison tout aussi valable de voir retarder l'indépendance de la Namibie. Mais où donc sont les richesses de la Namibie? L'on sait que la Namibie est le quatrième producteur mondial d'uranium et le sixième producteur de diamants, que son sol recèle d'immenses réserves de pétrole, de plomb, de cuivre, de zinc, d'argent, que son agriculture est excédentaire. Mais l'on apprend aussi que l'écart marqué entre le PIB et le revenu national en Namibie, dû aux sorties de capitaux sous forme de bénéfices, donne la mesure du pillage auquel l'on se livre dans ce pays.

L'enjeu, dans l'octroi de l'indépendance à la Namibie, ne s'appelle-t-il donc pas aussi, notamment, l'uranium et les bénéfices considérables du capital multinational et sud-africain?

Pourtant, le décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ambitionnait de protéger le patrimoine naturel namibien. Que de violations commises! Que de violations des principes et du droit! Que de violations des hommes et de leurs droits, de leurs ressources et de leurs territoires!

Jusqu'à quand tolérerons-nous cette situation? Jusqu'à quand le Conseil de sécurité, garant de la paix et de la sécurité et garant, selon ses propres résolutions, de l'indépendance de la Namibie, tardera-t-il à assumer ses responsabilités et à prendre les mesures qui s'imposent?

Après l'échec imposé par l'Afrique du Sud à la Conférence de Genève sous le prétexte fallacieux de partialité de l'ONU, l'Afrique en colère s'était tournée, en avril 1981, vers le Conseil de sécurité pour demander réparation et sanctions. Le Conseil s'est alors montré particulièrement partial en raison de ce que l'on appelle "vote pondéré" et sous le prétexte que l'Afrique et les non-alignés recherchaient la confrontation.

En mai 1983, à la demande du septième Sommet du Mouvement non-aligné et de l'OUA, on s'est adressé de nouveau au Conseil, avec tout le sens de la mesure et de la modération possible et avec l'espoir d'être entendu. Certes, la résolution 532 (1983) a été votée mais qu'en est-il de la réaction de l'Afrique du Sud devant cette modération? Le rapport du Secrétaire général nous indique clairement que rien n'a changé dans son attitude. Nous revenons aujourd'hui au Conseil de sécurité avec, entre les mains, le rapport du Secrétaire général qui dit, entre autres

"nous n'avons jamais été aussi proches d'un accord sur les modalités d'application de la résolution 435 (1973)." (S/15943, par. 24)

Quelle sera l'attitude du Conseil de sécurité, cette fois? Fera-t-il l'effort nécessaire pour amener l'Afrique du Sud à composer? Quelle sera l'attitude des différents membres du Groupe de contact? Continueront-ils à soutenir l'insoutenable ou exerceront-ils les pressions nécessaires qu'on est en droit d'attendre de leur part avec, au besoin, le recours à ce qui, seul, peut ôter à l'Afrique du Sud les moyens de sa politique de défi et d'arrogance, à savoir les sanctions qui s'imposent aux termes du Chapitre VII de la Charte?

M. Slim (Tunisie)

En réaffirmant, une fois encore, notre attachement à la résolution 435 (1978) et à sa mise en oeuvre sans autre délai, nous attendons du Conseil de sécurité qu'il rejette explicitement tout élément artificiel étranger à cette résolution et qu'il fixe une échéance claire et définitive à l'Afrique du Sud pour qu'elle coopère sincèrement à l'application du Plan d'indépendance de la Namibie, échéance au-delà de laquelle le Conseil de sécurité recourrait automatiquement aux moyens des sanctions prévues par la Charte qui régit ses travaux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'arabe) : Je remercie le représentant de la Tunisie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

La prochaine réunion du Conseil de sécurité pour examiner ce point de l'ordre du jour, aura lieu demain, 25 octobre 1983 à 11 heures.

La séance est levée à 18 heures.